

MINI DOSSIER

L'ÉQUILIBRE
DE LA BRETAGNE

Le 15 mars à la tribune des Champs Libres, les élus des villes bretonnes en débat : MM. Cauret (Lamballe), Massiot (conseil régional), Métairie (Lorient) Delaveau (Rennes), Masson (Brest) et Poignant (Quimper). A gauche, Yves Morvan et Stéphane Rozès.



Débat sur l'avenir des villes en Bretagne

RÉSUMÉ > *La crainte de voir les grosses villes étouffer le reste du territoire breton a ressurgi à l'automne dernier sous la forme d'un « Appel pour l'équilibre urbain de la Bretagne ». Lancé par le géographe Jean Ollivro et par des élus, cet appel revendiquant plus de 500 signatures a titillé les décideurs des métropoles. Les cinq agences d'urbanisme de Bretagne¹ ont saisi la balle au bond. Pour confronter opinions, réflexions et statistiques, elles ont organisé le 15 mars aux Champs Libres les premières « Rencontres sur l'avenir des villes en Bretagne ».*



TEXTE > **GEORGES GUITTON**

À l'issue des Rencontres, la « querelle métropolitaine » est loin d'être soldée. Du moins, les protagonistes ont-ils pu se parler franchement. Le débat sur l'éventuel « impérialisme » de Rennes ou de Brest est moins simple qu'il n'y paraît. Surtout, pour importante qu'elle soit, la question apparaît davantage comme une préoccupation d'élus et d'experts que comme un souci réel de la population. Un sondage réalisé à cette occasion et commenté par Stéphane Rozès (*voir plus loin*) semblerait l'attester en montrant que huit Bretons sur dix considèrent que le développement de Rennes est positif pour les autres villes et territoires de la région. Où est donc le problème ?

Bien sûr Jean Ollivro, s'est insurgé contre ce qu'il appelle « un sondage de propagande » dont les réponses ne vont pas vraiment dans son sens. Les résultats en revanche ne peuvent que réjouir Daniel Delaveau, le président de Rennes Métropole, lui qui prône l'apaisement

1. L'AUDELOR (l'agence d'urbanisme et de développement économique du Pays de Lorient), l'ADEUPA (l'agence d'urbanisme du Pays de Brest), le CAD 22 (Agence départementale du développement économique des Côtes d'Armor), Quimper Cornouaille Développement et l'AUDIAR (l'agence du Pays de Rennes).





et la raison comme il l'a fait en ouvrant cette session sur « l'armature urbaine » de la Bretagne. Pour lui, la décentralisation « est arrivée à une étape charnière ». Il faut désormais « aller plus loin dans l'organisation des réseaux et des coopérations ». Et l'on ne peut qu'être optimistes, La Bretagne ayant en la matière « souvent montré la voie ».

L'héritage de la III^e République

Lors de cette réunion c'est l'expert Philippe Estèbe² qui a d'emblée apporté un éclairage décisif en montrant à quel point les inquiétudes territoriales d'aujourd'hui sont nées d'une situation historique très récente, disons celle de l'économie mondialisée. Pour comprendre, il convient de remonter encore plus loin dans le passé. Résumons : en France, villes et campagnes se sont toujours fait un « procès réciproque ». Les guerres de Vendée ne sont-elles pas nées d'un divorce entre les bourgeois républicains des villes et le peuple des campagnes attaché à son prêtre, à son roi, à sa terre. Ensuite, c'est en quelque sorte pour faire passer la pilule de la République centralisatrice auprès des paysans réticents que la III^e République « accorde aux ruraux la garantie que l'espace rural ne sera pas placé sous la coupe de la ville ». Pour cela, elle fixe « des frontières communales restées immuables jusqu'à aujourd'hui ».

Configuration mosaïque unique en Europe. Singularité de la France où « les grandes villes ont un poids beaucoup plus faible qu'ailleurs » quand on rapporte leur population à la population totale du pays. Singularité que ces petites villes dynamiques dopées par le maillage étatique des sous-préfectures. Spécificité française enfin que la massive représentation politique donnée aux espaces ruraux forts de nombreux élus, comme si l'on voulait faire bénéficier les campagnes d'une sorte de discrimination positive.

Les communes condamnées à s'entendre

Jusqu'à maintenant le système fonctionnait : relative autonomie des territoires les uns par rapport aux autres, finances locales gérées directement avec l'État, présence de l'État centralisateur organisant la solidarité selon un principe vertical (solidarité « nationale » qui fait que les villages les plus éloignés ont une poste, l'électricité, etc)... Mais depuis 20 ans, on change de monde : désindus-

trialisation des campagnes, mondialisation. L'espace rural souffre, il perd son autonomie économique et en plus, l'État se retire.

C'est pourquoi les territoires doivent désormais « gérer l'interdépendance », à savoir la solidarité horizontale entre voisins. Même s'ils n'en possèdent pas « la grammaire », c'est pourtant « le chantier qui s'impose aujourd'hui aux acteurs », estime Philippe Estèbe. Construire cette solidarité est nécessaire pour « remplacer les grands appareils d'État en train de disparaître ».

La géographe Nelly Cattan, directrice de recherche au CNRS, lui emboîte le pas : l'interdépendance est bien la clé. Mais, dit-elle, « le territoire rural n'est pas toujours prêt à assumer cette interdépendance concrète. » Quant aux villes, leur taille et leur pouvoir, ce n'est plus un sujet pertinent à l'heure où l'espace est devenu réseau. « Le territoire doit aujourd'hui s'envisager par les relations qui articulent les villes entre elles ».

La pauvreté est aussi en ville

Après ces propos, Jean Ollivro, pourfendeur des métropoles, est attendu : « Ce qu'il faut pour l'avenir, ce ne sont plus des villes à la campagne mais de nouvelles ruralités », dira-t-il lors de la table-ronde. Il n'en démord pas : « La tertiarisation des villes favorise l'éloignement et l'exclusion des plus pauvres en deuxième couronne. La métropole correspond à une vision ultra-libérale ». Propos qui lui valent quelques démentis. « Il faut se défaire de cette image caricaturale selon laquelle les plus pauvres seraient en lointaine périphérie alors que ce sont les villes qui accueillent les familles les plus modestes et les plus isolées », rétorque Claire Guiheneuf, la directrice de l'agence d'urbanisme du pays de Brest.

« C'est dans certains quartiers urbains que l'exclusion sociale est maximale », rappelle aussi Catherine Guy, la présidente de l'Institut d'architecture et d'urbanisme de Rennes. Une étude de l'Insee montre qu'entre 2008 et 2009, la baisse des revenus des personnes les plus pauvres a dépassé 4% à Rennes et à Lorient, mais aussi à Guingamp, ville de 8000 habitants.

Après la parole des experts, la Rencontre sur l'avenir des villes en Bretagne a fait une large place à l'expres-

2. Philippe Estèbe est directeur de l'IHEDATE (Institut des hautes études d'aménagement et de développement des territoires européens).

sion d'élus de toutes tendances présents dans la salle ou à la tribune. Si généralement, ils admettent ou applaudissent à la notion de solidarité, de coopération entre grosses et petites villes, de réseau entre ville et campagne, en revanche, toutes les interventions laissent sourdre une sorte de méfiance à l'égard de la métropole et de son pouvoir perçu comme intrusif et pas toujours pertinent pour l'avenir de la Bretagne.

L'exemple des Vieilles Charrues

C'est par exemple Pierre Méhaignerie qui considère que « la force du grand Ouest réside dans l'équilibre des villes moyennes et leur lien avec le tissu rural. Ne reproduisons pas à notre échelon régional le plan monarchique du Grand Paris ! » C'est l'UDB Christian Guyonvarc'h s'amusant à penser que si, il y a vingt ans, il avait été décidé d'en-haut d'organiser un grand festival de musique en Bretagne « personne n'aurait certainement songé à Carhaix, parce qu'il n'y a pas d'aéroport et que les artistes ne seraient pas venus s'enterrer là. Eh bien, l'histoire en a décidé autrement ! » C'est Bernard Poignant, maire de Quimper, ironisant : « C'est bien que Rennes soit à l'extrémité de la Bretagne car si Rennes avait été à Pontivy on aurait eu ici Toulouse et le désert toulousain. » Ou encore cette mise en garde que l'élu bas-breton adresse à la coopération Rennes-Nantes : « Je dis aux Rennais et aux Nantais, faites vos affaires, très bien ! Mais retournez-vous. Attention à ne pas nous faire déperir, nous à l'Ouest. Soyez attentifs à votre péninsule ! »

Des élus critiques ou réservés

On a vu aussi lors de ces Rencontres des Champs Libres le représentant de la Région, Pierrick Massiot ainsi que Bernard Poignant exprimer des réserves à l'égard du Pôle Métropolitain Loire-Bretagne (rassemblant depuis quelques mois les villes de Rennes, Brest, Nantes, Saint-Nazaire et Angers). Ces critiques se sont aussi exprimées ailleurs. Ainsi le Conseil culturel de Bretagne lors de sa réunion de mars a exprimé sa méfiance à l'égard de ce pôle de villes qui « interviendra en concurrence directe avec les Régions et les Départements » et qui risque d'obliger les petites villes et les zones rurales à « subir les décisions prises par les grandes métropoles ».

Autre symptôme de cette crispation qu'avait déjà il-

lustré à l'automne l'Appel pour l'équilibre urbain de la Bretagne, la lettre ouverte adressée récemment aux maires du pays de Rennes. Elle est signée par dix maires de la communauté de communes du Val d'Ille emmenés par leur président Daniel Cueff. Ils y soupçonnent Daniel Delaveau de vouloir « procéder à l'annexion pure et simple » de leur communauté, de vouloir « annexer les communautés » suivant une réforme territoriale « qui vise à concentrer l'essentiel des moyens, dotations de l'État et recettes fiscales, vers les plus grandes agglomérations ». Ambiance !

Le débat va continuer

Enervement minoritaire ? Objection passagère ? Résurgence d'un sentiment anti-urbain ? Sursaut des petites patries ? Peut-être, mais la caricature sinon le folklore en sont pas loin quand la ville, « mère de tous les vices », est envisagée dans ces discours comme une entité coupée du reste et n'aspirant qu'à gommer ce qui l'entoure. Comme si les interactions, les dépendances réciproques, les coopérations, les liaisons, les échanges, entre ces territoires n'existaient pas de fait et ne participaient pas d'une seule et même écologie humaine.

Le débat du 15 mars aux Champs Libres a le mérite d'éviter la rupture et de penser la concorde. Les interventions feront l'objet d'une publication. Surtout, promesse est faite de renouveler chaque année ce rendez-vous sur « l'avenir des villes en Bretagne ». En 2013, les Rencontres quitteront Rennes, pour s'inscrire dans une autre ville bretonne à l'invitation de l'une ou l'autre des agences d'urbanisme de la région.



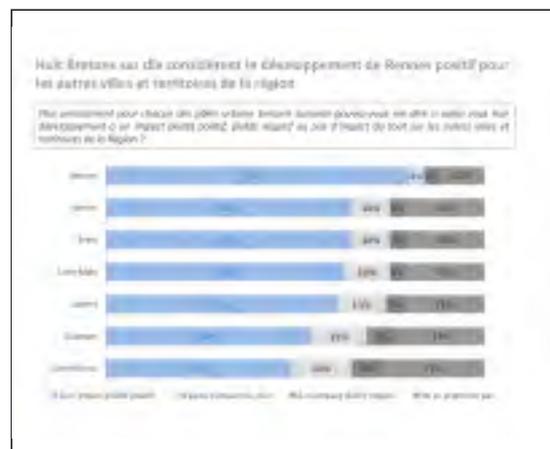
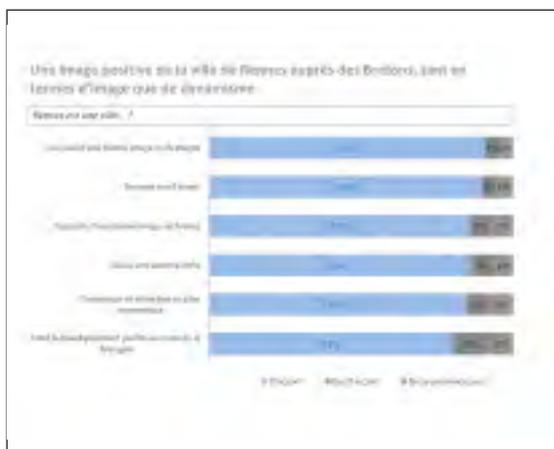


Le sondage qui rassure la métropole rennaise

RÉSUMÉ > Les Bretons pensent à une très forte majorité que le développement de Rennes est bon pour la Bretagne toute entière. À l'occasion des premières Rencontres sur l'avenir des villes en Bretagne, un sondage d'opinion a été effectué par l'institut CAP (conseil, analyses et perspectives). Son président Stéphane Rozès est venu le commenter à Rennes comment les résultats de cette étude.



-Enquête réalisée par téléphone du 22 au 29 février 2012 auprès d'un échantillon de 718 individus représentatifs de la population de Bretagne âgée de plus de 18 ans.



Rennes profite à toute la Bretagne - Rennes a une image positive pour une écrasante majorité de sondés et son développement profite au reste de la Bretagne pour quatre Bretons sur cinq ! Ce score tient pour une large part à son caractère reconnu de capitale régionale. Mais le développement des autres villes n'est pas sous-estimé. Vannes, Brest, Saint-Malo, Lorient sont considérées aussi comme ayant un impact fort sur la région. Ces réponses ont un rapport, selon Stéphane Rozès, avec la notoriété et la taille de ces villes.

Les villes ne se concurrencent pas - Dans le détail, non publié dans les tableaux ci-dessus, on constate que l'opinion ne voit pas « de concurrence contre-productive entre les pôles urbains ». Ainsi, 70% des gens de Brest et de ses environs considèrent que le développement de Rennes a un impact plutôt positif sur les autres villes. De même, 60% des Rennais reconnaissent l'impact positif du développement de Brest. Stéphane Rozès conclut que « les Bretons n'ont pas une vision comptable et statique du territoire et de son développement mais une vision économique ».



L'inquiétude du périurbain - Au fond, la taille des villes, grandes ou petites, n'est pas ce qui préoccupe les Bretons. Plus crucial à leurs yeux est le déséquilibre entre l'est et l'ouest de la région. Et aussi l'avenir des territoires ruraux. Ainsi ne sont-ils que 52% à considérer que le « développement du monde rural va plutôt bien ». Les détails du sondage montrent que la crainte du déséquilibre ville-campagne est surtout le fait des communes périurbaines. « Elles reconnaissent aux grandes villes l'exercice de fonctions métropolitaines et ne le réclament pas pour elles-mêmes mais souhaitent simplement que leurs territoires puissent fonctionner comme des territoires ». Elles ont peur que leur rôle « de centralité secondaire ne soit nié ». En atteste le fait que 36% des Bretons résidant dans une commune de 5000 à 20000 habitants considèrent que cela va plutôt mal en la matière.

Le Breton oublie l'économie - Enfin, un trait est à souligner : pour une majorité de Bretons, l'attractivité de leur territoire repose sur la mer, le tourisme, la culture. Bref sur une vision « patrimoniale » de la Bretagne. Tout ce qui est de l'ordre de l'économique, du dynamisme de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, de l'enseignement supérieur et de la recherche est relégué au second plan. « Par cette perception amoindrie du développement économique de la Bretagne », selon les termes de Stéphane Rozès, sa population se montre « peu en phase avec la situation réelle de la Région ». Du grain à moudre pour les décideurs, qu'ils soient politiques ou économiques.

Le Conseil régional en première ligne - Autres enseignements du sondage : les Bretons à 39% estiment que c'est l'instance régionale qui devrait organiser le développement et être à l'avenir dotée de pouvoirs et de compétences élargies. Les intercommunalités et les métropoles ne sont pas considérées comme pertinentes en la matière. Les Bretons croient à leur région : ils sont 42% à s'estimer Bretons avant de s'estimer Français. Et ils sont 82% à estimer que leur région continuera à se développer de manière positive dans les années à venir alors qu'ils ne sont que 50% à être optimistes pour l'avenir de la France.



À Maure-de-Bretagne, l'impression de ne plus exister...

RÉSUMÉ > *Xavier Gizard, de Campel, a longtemps été le secrétaire général de la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe. Aujourd'hui il préside une association pour l'emploi dans son canton de Maure-de-Bretagne. Il apporte ici son témoignage pour contribuer au débat sur « les métropoles déséquilibrent-elles la Bretagne ? ». Sa réponse est plutôt affirmative.*



TEXTE > **XAVIER GIZARD**

Xavier Gizard est le président de l'association pour le développement des emplois de Maure-de-Bretagne

« Je préside l'Association cantonale pour le développement des emplois et des services (ACDES) de Maure de Bretagne (8000 habitants pour la Communauté de communes).

Nous avons pu fournir du travail à 90 personnes en insertion en 2011. Notre Point Accueil Emploi reçoit 250 personnes par an et nous organisons avec le soutien de la Région des formations qualifiantes.

Le canton a vu sa population s'accroître de 27% au cours des 10 dernières années, population attirée par le coût supportable du logement. Ce rajeunissement de la population peut être une vraie chance. Durant la même période le nombre d'emplois a crû de 8%. Parmi les actifs, 65% sont des migrants quotidiens vers Rennes Métropole. Les niveaux de formation et de qualification sont faibles. Le pourcentage de cadres est évidemment très inférieur à la moyenne départementale. Cette année, Pôle emploi nous a informés qu'il arrêterait ce qu'il appelle les formations « délocalisées » (c'est-à-dire en fait les formations localisées dans le canton !) pour des raisons d'« efficacité budgétaire » !

Le risque est réel de voir ce territoire devenir une banlieue-dortoir dont les difficultés ne pourront que s'accroître avec l'évolution du prix du carburant, en l'absence d'une organisation volontariste de modes de transport alternatifs. Les interrogations de Jean Ollivro sur l'équilibre de la Bretagne me paraissent donc tout à fait pertinentes. Pour éviter un scénario tendanciel par trop évident, il conviendrait de s'interroger sur le type de contrat territorial qui pourrait être passé entre la Métropole, le Département, la Région, d'une part, et les territoires du type de Maure-de-Bretagne de l'autre. Cela afin d'inventer une nouvelle étape du modèle polycentrique qui a fait la fierté et la réussite économique et sociale de la Bretagne.

L'École des crêpiers partie à Rennes

Rien dans ce qu'a vécu notre territoire en 2011 n'indique qu'on en prenne le chemin :

- l'entreprise historique de Maure-de-Bretagne, la minoterie Celbert (la farine Francine), après avoir été rachetée par une coopérative agricole du centre de la France, a licencié une bonne partie de son personnel et délocalisé à Chartres

l'unité de conditionnement de la farine, unité source de la valeur ajoutée de l'entreprise. Ainsi a-t-on vu une coopérative agricole organiser la désindustrialisation de ce canton rural à travers un fleuron de son industrie agro-alimentaire. Sans sourciller l'État a approuvé le plan de licenciements.

- liée à cette entreprise Maure accueillait une École de Maîtres Crêpiers, fondée par l'entreprise Celbert, internationalement connue et qui constituait une des rares activités tertiaires à rayonnement extérieur. Elle se délocalise pour intégrer le pôle de l'alimentation du futur à Bruz : n'y avait-il pas d'autre façon plus « intelligente » d'intégrer cette école dans un réseau bénéficiant de l'image de Rennes Métropole ? Les différentes assemblées délibérantes qui ont contribué au financement de ce pôle se sont-elles seulement posées la question ?

À entendre récemment les responsables des Agences d'urbanisme de Rennes Métropole et de Nantes Métropole lors d'un débat à Redon, on a l'impression que le territoire où j'habite n'existe tout simplement pas : il est un « hinterland » entre deux espaces de modernité auquel il est, au mieux, demandé de faire preuve de patience jusqu'à ce que les étalements des deux métropoles l'absorbent.

Ne peut-on attendre un peu plus d'imagination et d'intérêt bien compris ? »